2020,
l'année des pouvoirs publics [1]

Une révolution silencieuse vient de se produire, et nous ne l'avons pas vu.
2020 était l'année des pouvoirs publics.
Les pouvoirs publics de tous niveaux : commune, province, région, État, Europe, et même la planète.

no such thing as society

Après la deuxième guerre mondiale, les pays occidentaux, chacun à sa façon, ont créé un État-providence. Ce qui veut dire que de nombreuses tâches, anciennes ou nouvelles, ont été confiées aux pouvoirs publics, ou à leurs institutions et entreprises. Certaines existaient depuis plus longtemps, étaient nées de crises antérieures, mais alors, après la guerre, toutes ont été intégrées dans un ensemble plus vaste et plus cohérent : *il y a des choses qu'il est judicieux de faire ensemble, et c'est pour ça que nous avons des autorités publiques.*
"L'État, c'est nous", en quelque sorte. Avec un contrôle démocratique sur les décideurs et sur leurs décisions.

---

[1] Ce texte aurait pu s'appeler *"2020, l'année de l'État"* selon la définition que *"l'État peut être considéré comme l'ensemble des pouvoirs d'autorité et de contrainte collective que la nation possède sur les citoyens et les individus en vue de faire prévaloir ce qu'on appelle l'intérêt général, et avec une nuance éthique le bien public ou le bien commun"* (Georges Burdeau, Traité de Science politique, 1950).
Cette définition intègre tous les niveaux d'autorité publique. Toutefois, puisqu'en langage courant le terme *État* est réservé au seul niveau national, notamment dans ses relations avec les niveaux *inférieurs* et *supérieurs*, j'utilise le terme *"pouvoirs publics"*, ou parfois *"autorités publiques"*.

Un peu plus qu'une génération plus tard, dans les années quatre-vingts, les travaux de démolition ont commencé. *"There is no such thing as society"* disait Margaret Thatcher, première ministre de Grande-Bretagne de 1979 à 1990, et porte-drapeau de cette nouvelle politique. Comprenez : il y a des individus, il y a des entreprises, et il y a un marché. Les individus et les entreprises sont comme des joueurs sur ce marché. La société n'existe pas, et tout ce qui est attendu des pouvoirs publics est de définir quelques règles.
"There is no alternative", disait-elle aussi.

Ce néo-libéralisme a rencontré beaucoup de résistances, qu'il a toutefois vaincues. Sauf aux extrêmes gauche et droite, on le retrouve dans la pensée, les discours et les décisions de tous les partis politiques — mêmes les verts et les socialistes ne veulent que *corriger,* voire *perfectionner* le marché. Il est la doctrine de l'Union européenne, de sa politique intérieure et des accords qu'elle conclut avec des partenaires extérieurs. Et, n'ai-je pas lu récemment qu'une importante haute école anversoise a accusé une de ses homologues d'avoir *faussé la concurrence,* comme ci ce n'était pas la qualité de l'enseignement mais celle de la concurrence qui compte pour les écoles. La pensée mercantile se niche partout. Elle est plus forte qu'on ne croie.

L'idée est alors que les pouvoirs publics certes organisent et orientent des flux financiers, et qu'ils définissent quelques règles (dont ils surveillent parfois le respect), mais qu'ils ne réalisent que ce qu'aucun acteur économique ne souhaite entreprendre.

En conséquence de cette pensée, pour donner un premier exemple, nous avons remplacé nos contrats collectifs de fourniture d'énergie, souscrits en notre nom par les pouvoirs publics — ou, dans certains pays, réalisés par des entreprises publiques —, dont personne n'était vraiment satisfait, par un grand nombre de fournisseurs, avec l'idée qu'il est opportun que chaque ménage passe plusieurs soirées par an pour comparer les prix et les tarifs (sur la base d'informations incomplètes et parfois trompeuses) ou, mieux encore — le *summum*, et même le paradoxe — se joint à un achat collectif, si possible avec le soutien d'une autorité publique... Comme si un contrat public, tel qu'il existait auparavant, n'était pas déjà un contrat collectif, et que la meilleure solution n'aurait été de le perfectionner.
De la même façon... bientôt, pour acheter un billet de train d'Anvers à Ostende, nous aurons le bonheur de comparer les prix de plusieurs prestataires.
Mais aussi, dans cette même logique... un beau jour, un ministre belge de la Défense a-t-il décidé que l'armée ne fournirait plus ses informations météorologiques gratuitement aux entreprises de la construction, parce qu'il existe des prestataires qui souhaitent les leur vendre.
Et... exige-t-on des radios et télévisions publiques qu'elles ne perturbent pas le marché.

Et... dans nos rues, se bousculent les livreurs de colis, chacun avec ses camionnettes, tandis que nous nous interrogeons comment organiser et financer désormais la distribution de lettres et de journaux.

delhaize ou zara

Mais... en 2020, tout ça a changé.
En 2020, nous avons critiqué l'incapacité des pouvoirs publics à réaliser correctement... tout ce que jusque-là nous leur avons demandé de *surtout ne pas faire* : acheter les produits dont nous avons besoin, en négocier les prix, assurer la distribution, organiser des services, définir les priorités, etc., etc.

Tout-à-coup, avec le coronavirus, nous avons eu besoin de masques de protection, mais malgré les crises sanitaires précédentes et les conseils alors reçus, nous n'en avions point chez nous — j'en avais deux, que j'utilisais pour des menus travaux de bricolage. Pour obtenir ces masques, nous n'avons pu courir chez Delhaize ou Zara (comme nous le faisons pour d'autres achats), avec l'idée qu'ils s'étaient déjà approvisionnés sur les marchés mondiaux (comme ils font si bien pour d'autres produits). Quant aux employeurs dans le secteur de la santé, dont la responsabilité est pourtant de prévoir des vêtements de protection pour leurs personnels, ils n'en avaient point acheté non plus. Personne n'avait assez de masques, et nous avons tous regardé vers les pouvoirs publics. Qui, en Belgique comme en France, aux Pays-Bas ou ailleurs, avaient négligé de se constituer des stocks, ou avaient même détruit l'existant. Personne ne s'était préparé, et nous avons tous trouvé... que c'était de la responsabilité des pouvoirs publics de ce faire.

> [Soit dit en passant. En 2010, Roselyne Bachelot, alors ministre de la Santé, a été vivement critiquée, au parlement comme dans les médias, pour avoir acheté une grande quantité de masques, de vaccins et de traitements antiviraux, en prévision d'une éruption de grippe, qui en fin de compte s'est avérée bien moins virulente qu'attendu. Étant périmés, ces masques ont presque tous été détruits — et non remplacés — entre 2017 et 2020. Avec à nouveau des critiques virulentes au parlement et dans les médias, une fois qu'ils s'avéraient nécessaires.
> De même, pour le marché de l'énergie, pour reprendre cet exemple, en cas d'insuffisance de l'offre sur le marché lors d'un pic de consommation, nous nous tournerons tous vers les pouvoirs publics. À eux de trouver des solutions toujours disponibles, mais qui ne doivent pas nous coûter cher.]

Mais pour revenir au coronavirus. Soudain aussi... nous avons dû adapter nos comportements : tenir nos distances, les uns par rapport aux autres, et plein de choses à ne plus faire. À nouveau il a fallu que ce soient les pouvoirs publics qui définissent en notre place quoi, quand et comment, et qui veillent à ce que

tout le monde respecte bien les règles.
Aussi soudain... il est devenu nécessaire de suivre l'évolution de la pandémie à travers des statistiques, des enquêtes et des bulletins quasi quotidiens. À nouveau nous avons regardé vers les pouvoirs publics pour qu'ils s'en chargent, et avons exprimé nos critiques quand ce n'était pas fait correctement, ou trop lentement.
De même, nous avons voulu que les pouvoirs publics établissent des plans pour répartir les malades sur les hôpitaux du pays, qu'ils définissent des stratégies de tests et organisent des centres pour les appliquer, qu'ils commandent des vaccins après en avoir négocié les prix avec les entreprises pharmaceutiques, qu'ils définissent des stratégies pour la vaccination, en organisent la logistique, etc. , etc.
Enfin, qu'ils compensent (au moins en partie) les victimes collatérales des mesures, et les soutiennent pour mieux traverser cette période très difficile.

chef d'orchestre

Avant l'éruption du coronavirus, rarement nous avons demandé aux pouvoirs publics de décider comment dans la vie quotidienne nous devons nous comporter les uns à l'égard des autres — sauf dans la circulation routière, et pour ce qui est de fumer dans les lieux publics. En 2020, la plupart d'entre nous ont jugé une telle ingérence des pouvoirs publics tout-à-fait souhaitable, sous la condition plurielle que les règles soient raisonnables et proportionnelles aux buts à atteindre, qu'elles s'appuient sur une base scientifique et un soutien populaire, et que leur respect soit vérifié chez les autres — surtout les autres — sans excès, il est vrai.

> [Néanmoins, la question n'a pas été posée, et encore moins répondue, de ce qui motive ceux que s'affranchissent délibérément des nouvelles règles, ou qui expriment leur opposition en manifestant. Sans doute y a-t-il de nombreuses réponses, bonnes et mauvaises.]

Avant le coronavirus, rarement avons-nous demandé que les pouvoirs publics nous achètent des objets. [Certes, parfois nous leur demandons de payer ce que nous achetons nous-mêmes.] Même avec les normes de qualité, imposées par ces pouvoirs publics, nous avons un rapport difficile. [En témoignent les achats sur internet d'objets dont nous savons pertinemment qu'ils sont dangereux.] Mais en 2020, ces mêmes pouvoirs publics ont acheté des millions de tests et les ont appliqués gratuitement. Ils ont également commandé des millions de vaccins qu'à partir de maintenant, à nouveau gratuitement et suivant une stratégie, ils administrent à tous ceux qui le souhaitent. Entretemps, ils ont été le *chef d'orchestre* de plusieurs autres processus d'achat, de distribution et de logistique. Ce faisant, les pouvoirs publics ont fait ce qu'en temps normal nous

leur demandons de ne jamais faire, ce pourquoi habituellement nous nous adressons aux entreprises.

Je ne me souviens pas d'avoir jamais vu des pouvoirs publics aussi actifs et intervenants qu'en 2020. La dernière fois qu'ils étaient aussi actifs doit remonter aux lendemains de la guerre, et ça, c'était avant mon temps. Dès lors, il ne doit pas nous surprendre qu'il y ait eu des erreurs, des maladresses et des dysfonctionnements. Les pouvoirs publics étaient comme une équipe de foot envoyée au championnat d'Europe, mais qui jusque-là n'avait joué qu'au baby-foot. Ajoutons que le modèle politique tant de l'État belge que de l'Union européenne est basé sur des pouvoirs publics mis en compétition les uns avec les autres, et on peut s'étonner que des actions plus ou moins cohérentes et efficaces aient pu être menées. [Cela vaut aujourd'hui, lors des vaccinations. Car début 2020, quand tout le monde cherchait des masques, des vêtements de protection et des équipements médicaux, des pouvoirs publics n'ont pas hésité à se disputer, voire ravir les rares stocks.]

business as usual

Supposons un instant qu'à partir du 1er janvier 2021 — *business as usual* — nous retournons à l'ancien monde, au modèle tatchérien. Un modèle que certes, en 2019, nous n'avions pas encore tout-à-fait atteint : nous étions en route.
Alors, nous remettrons les pouvoirs publics "à leur place", nous nous débrouillerons sans eux. Le marché nous offrira tout dont nous avons besoin : des assurances maladie, des hospitalisations, des tests et des vaccins. Et ce que le marché local n'offre pas, se trouvera certainement sur internet.

> *Cher ami* [inscrivez votre nom ici], *peux-tu m'aider, je cherche un vaccin pour le corona. Ça fait trois soirs que je me perds sur le web, et j'arrive pas à trouver. Le vaccin de chez A me semble correct ; un certain Arnaud à Maubeuge lui donne quatre étoiles et demie, mais Ingrid à Hambourg écrit que ça lui a donné des maux de tête. Le vaccin B m'offre une réduction sur covid-20 à 25, si jamais ça sort, et C m'oriente vers les achats de groupe. Je ne te parlerai pas des tarifs, on ne connaît jamais les extras. Selon où tu habites et l'heure qu'il est tu peux avoir des réductions. Voire même des 'miles' ! Dommage que Black Friday soit déjà passé. À l'occasion, un parrainage pourrait être intéressant. Hier, je pensais avoir trouvé la solution, vite, bien et pas cher, mais quand j'ai cliqué une seconde fois, j'ai vu que c'était contre l'herpès. Puis, mon neveu m'a raconté que je ferais bien de relire les termes de mon assurance maladie, parce que certains assureurs viennent tout juste d'en modifier les conditions. Ah, si seulement ce vaccin, c'était aussi simple qu'un abonnement au téléphone...*

Y aurait-il donc des choses qu'on réussit mieux en agissant ensemble ?
Serions-nous bien plus que de simples concurrents dans une compétition ?

No such thing as society pourrait se comprendre autrement, et mieux.
Rien n'est comparable aux avantages que nous offre la société.

Jef Van Staeyen,
Berchem, décembre 2020
traduction française janvier 2021, corrigée avril 2021